

En zone non cartographiée L'inflation



« Alors que l'économie mondiale se dirige vers des eaux mouvementées, le temps est venu pour les décideurs [...] de fermer les écoutilles. » FMI

Tout d'abord, des aveux d'experts :

« Force est de constater que les choses ne se sont pas produites comme attendu. »

« L'inflation est un phénomène complexe dont les mécanismes ne sont pas encore parfaitement compris. »

« Les conséquences de ce cycle déflationniste mondialisé sont difficiles à prévoir. Nous n'avons jamais opéré de cette façon à cette échelle. »

« Nous ne pouvons que spéculer sur l'ampleur de cet effet de contagion mondiale. Nous avons des estimations assez exactes de la propagation inflationniste. Pour ce qui a trait à la désinflation mondiale, nous sommes sur un territoire bien moins connu. »

Voilà, c'est eux qui le disent...

Nous qui ne sommes pas experts, loin de là, on va exposer ici ce qu'on a cru comprendre.

La zone cartographiée ressemble à peu près à ceci



Regardons quelques phénomènes de fond que nous pouvons appréhender puisqu'ils appartiennent au passé, mais déterminent le présent.

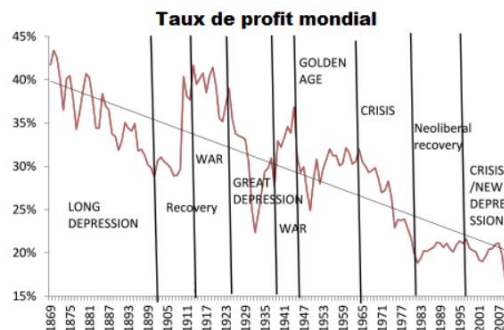
La mondialisation : c'est l'intégration croissante des économies dans le monde entier, au moyen surtout des courants d'échanges et des flux financiers. Cela implique une spécialisation économique des régions et aussi des pays. C'est ce qu'on appelle la division internationale du travail. Les régions deviennent dépendantes les unes des autres puisqu'elles produisent à moindre coût pour l'export, et ne sont plus autonomes (en alimentation par exemple). La mondialisation est une construction économique faite par des hommes et des femmes, capitalistes, au sein d'organisations internationales

(OMC, FMI, G20...), des Etats et des multinationales. Elle peut être déconstruite par des hommes et des femmes, si le rapport de forces change.

S'il y a un couac dans une filière, une chaîne de valeur, (sécheresse, guerre), l'économie peut se trouver désorganisée au niveau mondial. Ainsi, 400 millions d'Africains dépendent du blé produit en Ukraine. Autre exemple, la Chine raffine 90% des terres rares utilisées dans le monde. Les dysfonctionnements de ces productions peuvent causer des famines ou un arrêt de la production électronique.

Par ailleurs, les entreprises ont de plus en plus de mal à améliorer la productivité du travail et à trouver des débouchés, donc à faire des bénéfices. C'est ce qu'on peut appeler la baisse tendancielle des taux de profits. Les patrons pensent alors trouver une solution pérenne dans la financiarisation.

de 1869 à 2007 (Husson)
à remarquer : les guerres
sont bénéfiques pour les profits !



La financiarisation : c'est la position dominante qu'ont acquise les acteurs de la finance (banques, assurance, bourse) dans l'économie. Elle favorise une concentration de la richesse et un accroissement des inégalités.

Avant-avant, la richesse était produite par le surtravail, c'est-à-dire par la part du travail non payé, mais qui permet au patron de vendre la marchandise produite avec un bénéfice.

Maintenant, la richesse est aussi issue, dans une part sans cesse croissante, des investissements financiers : spéculations sur des produits (blé, bois,...) qui impactent la hausse des prix ; rachats par les entreprises de leurs propres actions pour faire grimper leur valeur, concentrations des entreprises qui ont pour conséquence le monopole sur les prix, rachats d'entreprises pour les revendre après licenciements, etc. Les instruments financiers sont de plus en plus nombreux et sophistiqués. Les bénéfices sont désormais dirigés vers les actionnaires, qui touchent des dividendes, et non plus vers des investissements dans le secteur productif.

Pendant la crise Covid, les banques centrales ont créé, à partir de rien, par simple jeu d'écriture, des centaines de milliards d'euros ou de dollars pour soutenir les entreprises. Des plans de relance, après le Covid, ont eu le même objectif. Mais les patrons ont massivement investi dans le secteur financier, les rendements étant plus juteux que dans la production.

L'inflation : en Europe, pendant la période dite des 'Trente Glorieuses' (1945/73), l'inflation fut en moyenne de 4,4%. Elle accompagna une forte croissance, en moyenne de plus de 5% (pour reconstruire après la guerre), et les salaires étaient indexés aux prix, ce qu'on appelle aussi 'échelle mobile des salaires'. Cette indexation fut mise en place en 1952 par Antoine Pinay, avec le blocage des prix. Elle fut supprimée par Mitterrand / Mauroy en 1983.

Puis, après les chocs pétroliers (1973 et 1979), la croissance diminua. Deux périodes de courtes crises résultèrent de ces chocs, l'inflation grimpa jusqu'à 10%, la croissance diminua fortement (2% en moyenne), imposant *de facto* un chômage de plus en plus important.

Les années 2000, virent une inflation stabilisée aux alentours de 1,5%, une croissance peu dynamique et un chômage toujours plus élevé. Parmi les crises qui ont secoué ces deux dernières décennies, la plus importante fut celle de 2008, les *subprimes*, dont les répliques (comme on dit après des séismes) continuent de secouer le secteur financier.

L'inflation actuelle s'inscrit donc après une période longue d'inflation rampante.

L'endettement :

En 1979, la Banque Fédérale américaine, la Fed, a augmenté brutalement son taux directeur à 20%, pour tenter d'endiguer l'inflation après le second choc pétrolier. Cela a déclenché, dans les pays du Sud en premier lieu, un endettement insoutenable. En effet, après les guerres de décolonisation, les

gouvernements émergents ont emprunté auprès des banques du Nord, à des taux très bas. Obligés de rembourser à des taux alors très élevés, les pays ont été soumis aux diktats du FMI et de la Banque Mondiale : plans d'ajustements structurels qui ont imposé (et on boucle la boucle ouverte plus haut) la mondialisation : productions pour l'export au détriment des productions vivrières dans le domaine agricole, par exemple.

Puis ce fut au tour des pays européens périphériques (la Grèce puis l'Italie, l'Espagne, le Portugal) à devoir se soumettre aux plans d'austérité du FMI.

C'est enfin dans les pays centraux (dont la France, l'Allemagne) que ces plans sont imposés : casse du Code du Travail, contre-réformes à répétition du chômage, des minima sociaux, de la retraite...

A titre d'exemple : la dette en France s'élevait au premier trimestre 2022 à 2 900 milliards d'€, soit 115% du PIB (alors que les accords de Maastricht imposent en théorie 60% du PIB).

Les rapports entre super-puissances : c'est ce qui nous passe largement au-dessus de la tête, avant de nous retomber dessus...



Après la deuxième guerre mondiale, s'ouvrit une période dite 'la guerre froide', pas si froide que ça, au vu des guerres chaudes localisées qui étaient soutenues et alimentées par les super-puissances, et des risques nucléaires qu'elle suscita. Les USA étaient en rivalité avec l'URSS pour le contrôle de la plus grande partie des territoires de la planète.

Après la chute du Mur de Berlin (1989), la Russie perdit de son pouvoir économique et de son influence politique. Les USA consolidèrent leur leadership mondial à la faveur des attentats de 2001, bien que la Russie (on le voit à l'heure actuelle) ne s'avoua pas vaincue.

Un troisième larron a bien l'intention de détrôner les USA. La Chine qui monte en puissance devient un ennemi à combattre. Joseph Biden rêverait, paraît-il, d'anéantir l'économie chinoise après avoir anéanti l'économie russe. Cela nous prépare un avenir radieux...

Dans cette carte, tracée à grands traits, on peut rajouter deux événements récents, inédits par leur ampleur :

- **L'arrêt mondial de l'économie** dû au Covid, pendant deux mois, puis son ralentissement l'année suivante. Pour éviter un effondrement colossal, les banques centrales créèrent donc des liquidités à partir de rien et rachetèrent une masse importante des dettes publiques. N'empêche, ces décisions prises dans la panique, on le comprend a posteriori quand on ne le dénonçait pas sur le coup, ont provoqué un tsunami dont nous subissons les répercussions aujourd'hui : en particulier l'augmentation de la dette publique dont les gouvernements nous font payer le remboursement sans nous le dire.

- **La guerre en Ukraine**, sans parler des dégâts humains et économiques causés par les militaires, chamboule l'équilibre des échanges commerciaux internationaux. Les productions agricoles sont saccagées (diverses céréales), les productions minières sont perturbées (fer, manganèse, uranium). De même pour la Russie, impactée non par l'invasion militaire mais par les sanctions des pays de l'OTAN.

Il y a des nuances à apporter. Ainsi les sanctions à l'égard de la Russie ont provoqué un resserrement des approvisionnements en pétrole et gaz. Les européens se tournent vers d'autres pays (Norvège, Algérie, USA) qui en ont profité pour augmenter leurs prix. Du coup, la Russie vend moins de pétrole mais plus cher ! Elle empoche plus d'argent qu'avant, tout en ménageant ses réserves...

On dit que le capitalisme a besoin de guerres périodiques pour se débarrasser des secteurs pourrissants et se restructurer à neuf. On assiste donc en ce moment à une restructuration au niveau international de ces filières d'approvisionnement (énergie) et de production (céréales) : recherches de fournisseurs à bas coûts, relocalisations (produits manufacturés), dans l'urgence et la panique : c'est du 'chacun pour soi'.

Commençons la navigation par quelques définitions

L'inflation est une hausse générale et durable des prix. L'INSEE mesure l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC). Les prix ne varient pas de manière homogène. Exemple : l'INSEE a mesuré une inflation de 6,3% entre les mois d'octobre 2021 et 2022 (année glissante), alors que les prix des carburants ont augmenté de 22,7 %.

Début novembre, les produits alimentaires ont augmenté de plus de 12% : l'huile de 60%, la farine et les pâtes de 20%, etc.

Le « panier moyen du consommateur » est différent selon les ménages : l'alimentation et le logement peuvent rentrer pour plus de 50% dans le panier d'un ménage, quand cela n'entre que pour 15 % en moyenne. L'inflation pénalise les plus pauvres.

Et si on veut comparer avec les pays voisins, il y a un indice l'IPC 'harmonisé' qui indique une inflation en France de 7,1 %, quand l'inflation en Europe est de 10,7 %. Les chiffres varient donc en fonction des calculs (chiffres de fin octobre 2022).

En période d'inflation, chaque euro permet d'acheter moins de produits. Autrement dit, l'inflation érode progressivement la valeur de la monnaie, dévalorise le capital dans le temps. Les politiques néolibérales cherchent en priorité à combattre l'inflation pour cette raison.

La désinflation est un ralentissement de l'inflation (une baisse du taux d'accroissement du niveau moyen des prix). Le taux d'inflation baisse tout en restant strictement positif. C'est ce que le FMI appelle « l'économie entravée » (voir plus bas).

La déflation est l'opposé de l'inflation. A l'inverse de cette dernière, elle se caractérise en effet par une baisse durable et auto-entretenu du niveau général des prix.

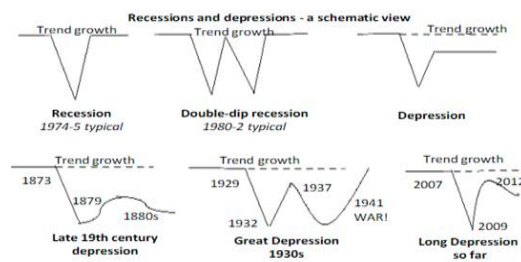
La récession est une période où l'économie ralentit. Avec une reprise au même niveau, à la sortie du marasme.

La dépression est une période où l'économie ralentit ou chute. Avec une reprise moindre à la sortie du marasme.

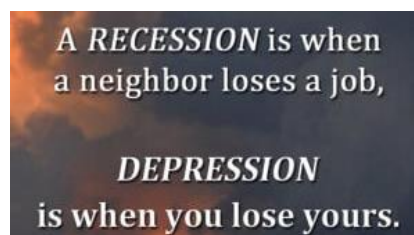
La stagflation : mot construit à partir de *stagnation* et *inflation*, pour décrire une inflation des prix élevée alors que la production stagne.

Le taux directeur est le taux d'intérêt fixé par une banque centrale pour les prêts qu'elle accorde aux banques commerciales. Début novembre 2022, la Fed augmente son taux directeur à 4%, la BCE à 2%. La Fed s'est empressée d'ajouter qu'il était «très prématuré» de considérer «une pause» dans les relèvements de taux...

L'année glissante est une période de 12 mois qui se termine au dernier mois entier passé (du mois de mai 2021 au mois de mai 2022, par exemple)



Michael Roberts



*La récession, c'est quand un voisin perd son boulot,
la dépression, c'est quand toi, tu perds le tien.*

Aujourd'hui, on assiste au retour d'une inflation globale et généralisée à l'échelle mondiale, que l'on avait plus observée au sein des pays impérialistes depuis près de 40 ans. L'OCDE a ainsi rapporté que 38 de ses états membres subissaient une inflation annuelle de + 9,6 %. Pour l'Union européenne, le taux d'inflation annuel a atteint le niveau record de 9,8 % en juillet, 10,7% en octobre.

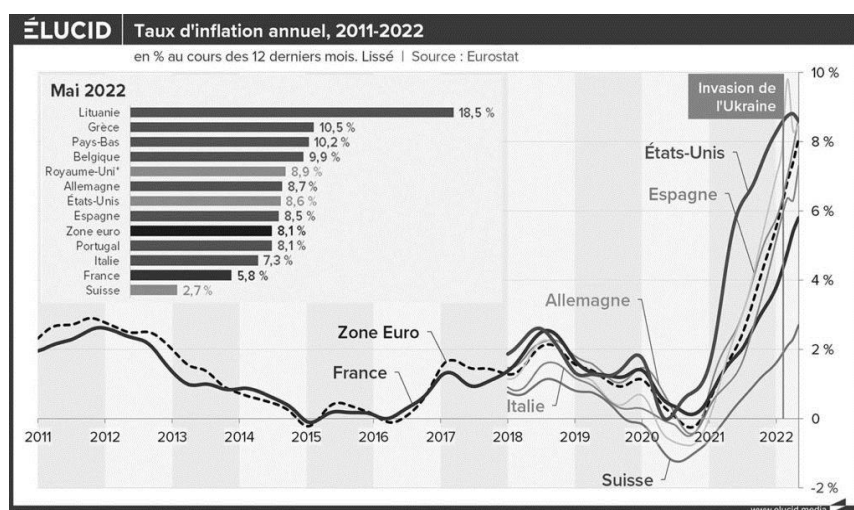
Pour donner une idée de l'ampleur de l'inflation actuelle, on peut dire qu'alors qu'entre 2010 et 2020, l'indice des prix à la consommation a progressé de 12,2 % dans la zone euro, il a progressé de 11,3 % depuis janvier 2021. En d'autres termes, en seulement 18 mois, les prix ont augmenté quasiment autant que les dix dernières années.

Les débuts d'une navigation agitée

Certains économistes situent le début de la crise actuelle à l'après-crise Covid : dans le monde, la reprise économique rapide après le choc du Covid-19 a déclenché la plus grande vague d'inflation que nous ayons connue depuis le début des années 1980.



Depuis la fin de la première vague de COVID, la situation a radicalement changé. La zone euro et les Etats-Unis ont vu leur inflation passer de 2% à 8% entre février 2021 et février 2022. Selon le FMI, l'inflation est encore plus importante dans les pays émergents et en développement et se situe autour de 10.5% en juillet 2022 sur une année glissante. Pourtant, aux premiers signes de la poussée inflationniste, les économistes dominants pensaient que c'était l'affaire de quelques semaines ou de quelques mois, le temps de se remettre des dysfonctionnements dus à la pandémie de COVID. Force est de constater que les choses ne se sont pas produites comme attendu, l'inflation persiste et continue d'augmenter.

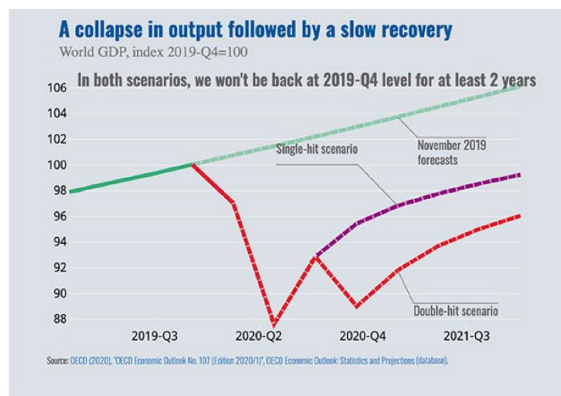


taux d'inflation annuel
2011 / 2022

D'autres économistes (comme François Chesnais) font remonter les débuts de cette crise économique avant le Covid (depuis 2008, crise dont l'économie ne se serait pas remise). Dans un texte publié en novembre 2021 (après le Covid mais avant la guerre en Ukraine), Chesnais s'appuie sur des rapports du FMI, de la Banque Mondiale et de l'OCDE. Le FMI en octobre 2021 parle de « *hobbled economy* », d'économie entravée. Rebelote en janvier 2022 : « *La croissance ralentit dans un contexte qui voit les pays se débattre avec les perturbations des chaînes d'approvisionnement, la hausse de l'inflation, des niveaux d'endettement sans précédent et une incertitude persistante.* »

Il y eut une rechute au moment du deuxième confinement (Q-4), mais une reprise ensuite. Reprise jamais au niveau des prévisions. Et la croissance, prévoit le FMI, ralentira encore dans les deux années à venir (horizon de leurs perspectives économiques).

*Chute dans la production suivie d'une lente reprise
(2^e et 4^e trimestre 2020)
Dans les deux scénarios, nous ne reviendrons pas
au niveau du 4^e trimestre 2019, pour au moins 2 ans*



Après la période euphorique de la relance économique, en 2021, (à coups de centaines de milliards d'euros ou de dollars), est venue une période de stagnation de l'économie, quand les plans de relance ont pris fin. Les banques centrales (dont la Fed et la BCE) avaient soutenu l'économie en émettant des prêts à taux zéro, ou même négatifs. Cela avait permis aux Etats d'aider les entreprises puissantes à effectuer des rachats ou des fusions, concentrant toujours plus le capital, et certaines entreprises plus faibles à ne pas faire faillite. Toutes les banques centrales des pays du G7 ont mené activement une politique monétaire d'achat de titres de la dette publique.

En ce qui concerne l'augmentation des prix de l'énergie, elle a débuté bien avant la guerre en Ukraine. Entre janvier et octobre 2021, le prix du gaz a augmenté de 57 % en France, de façon similaire dans les autres pays de l'UE. Les traités européens des années 1990 ont imposé la privatisation des marchés du gaz, auparavant contrôlé par les entreprises publiques. La demande élevée en énergie à la fin de la première vague Covid (surtout en Asie) n'a pas été totalement satisfaite par l'offre (essentiellement venant des pays du Golfe et des USA). Les réserves de pétrole et de gaz sont de plus en plus coûteuses d'accès. Se surajoute l'entente des pays producteurs de pétrole qui expliquerait le doublement des prix depuis les années 2000 (voir l'encart plus bas).

Par ailleurs, les prix des matières premières sont corrélés : le prix du pétrole impacte celui des engrais et par conséquent le prix des produits agricoles, eux-mêmes impactés par les conditions climatiques. Le transport des marchandises est corrélé à celui de l'énergie, etc.

Michael Roberts, de son côté affirme que la crise actuelle a des causes structurelles : la croissance du PIB est en partie le résultat de la croissance de la productivité. Or, depuis deux décennies au moins, cette hausse de la productivité ralentit. Ceci serait dû au fait que les investissements productifs (dans l'industrie) seraient négligés par rapport aux investissements improductifs (les marchés financiers, l'armement). Parce que ces derniers sont plus rentables. De fait, Les capitalistes ont choisi d'investir l'argent facile de ces dernières années (dû à la politique des banques centrales de taux directeurs très bas) non dans des secteurs produisant de la valeur mais sur les marchés spéculatifs.

De plus, le « capital humain » - facteur important dans le calcul de la productivité - n'est plus aussi rentable : moins nombreux (la génération des baby-boomers prend sa retraite), sa participation plus distanciée à l'économie est peut-être un signe de l'évolution de son attitude vis-à-vis du travail (pense-t-il au phénomène de la « grande démission »?), moins bien formé (voir plus bas) et en moins bonne santé (à cause de la casse du secteur santé).

Le CADTM fait remonter l'actuelle crise économique (qu'il qualifie de crise de la dette) aux années 1980, quand la Fed relève drastiquement ses taux directeurs à 20% pour endiguer l'inflation. Les pays du Sud se sont retrouvés en défaut de paiement ou ont eu de grandes difficultés à rembourser leurs dettes. Le FMI et la Banque Mondiale, entre autres, ont imposé des politiques d'austérité (plans d'ajustement structurel) qui ont plongé les populations dans le chômage et la misère. Les économies ne s'en sont jamais réellement relevées : les dettes publiques comme privées

ont atteint des niveaux jamais égalés, les plans d'austérité sont de plus en plus drastiques, les bourgeoisies s'en sortent toujours, les banques continuent de spéculer...

Si l'impression que la crise de 2008 a été enrayée a pu être ressentie, c'est notamment parce que les banques centrales ont adopté des politiques de baisse de leurs taux d'intérêt d'une part et d'injection massive de liquidité dans l'économie d'autre part. Selon les plans des banques centrales, ces politiques devaient permettre aux banques, aux grandes entreprises et aux autres détenteurs de grands capitaux d'investir massivement dans l'économie et d'aider au redémarrage.

Cependant, les banques et les entreprises ont préféré racheter, avec cet argent facile, leurs propres actions afin de rémunérer leurs actionnaires et faire gonfler artificiellement leurs valeurs en bourse. De la pure spéculation qui, nourrissant une méfiance mutuelle et généralisée, a poussé, dès 2019, les banques à réduire les prêts et a entraîné une baisse des investissements et de la production.

Mer forte à grosse

Il y a plusieurs responsables de cette crise inflationniste. Pas forcément un seul. Mais selon les théories, il y en a souvent un de privilégié, les autres restant dans l'ombre.



En ce qui concerne la crise actuelle, la bourgeoisie a commencé par nier le problème de l'inflation en assurant qu'elle était transitoire, le temps que l'économie se remette de la crise Covid. Puis elle a mis en cause un soi-disant nouveau rapport de force entre capital et travail. La pandémie aurait modifié l'attitude des nombreux actifs (la « *grande démission* ») : de nombreuses offres d'emplois ne trouvent pas de recrues, dans de nombreux secteurs économiques. Cela permettrait aux travailleurs de négocier leurs salaires vers le haut, et provoquerait une hausse des prix, imposée par les entreprises pour garder leurs marges. Mais si c'était vraiment le cas, la bourgeoisie aurait des soucis à se faire... Cela semble une des raisons pour lesquelles les patrons s'arc-boutent sur leur refus d'augmenter les salaires. Mais cela ne réduira pas l'inflation, puisque les travailleurs n'en sont pas la cause.

D'autant que le journal *la Tribune*¹ reconnaît que, dans la zone euro pour le premier trimestre 2022, les salaires ont beaucoup moins augmenté (2,7%) que les prix (8%), c'est ce qu'on appelle une baisse des salaires réels, ou aussi « travailler toujours autant pour gagner moins ».

Les travailleurs seront contraints d'augmenter leurs heures de travail pour maintenir leur pouvoir d'achat ou de lutter pour obtenir une indexation des salaires sur les prix.

Une théorie, celle de Keynes, parle de « boucle salaire/prix »

Selon elle, un taux de chômage élevé permet aux patrons de maintenir des salaires à un niveau bas, et réduit l'inflation (qui est liée aux prix). Au contraire, un chômage peu élevé permet aux salariés de négocier leurs salaires, les patrons augmentent les prix de vente de leurs marchandises pour répercuter la hausse des salaires, et les salariés réclament à nouveau une augmentation de salaire pour maintenir leur pouvoir d'achat...

Or, cela ne se passe pas comme ça : il n'y a pas de lien direct entre chômage et salaire. En France, selon les derniers chiffres de la DARES², le salaire moyen de base a augmenté de 1,1% au deuxième

¹ <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/plein-emploi-et-inflation-surprise-milton-friedman-avait-encore-une-fois-raison-923519.html>

² A noter deux études récentes de la DARES : l'une sur le phénomène dit de « grandes démissions » de salariés qui quittent leur emploi en raison de conditions de travail dégradées et de salaires trop bas ; l'autre sur le non-recours à l'assurance chômage qui dévoile qu'entre 25 et 40% des personnes ayant droit à l'allocation chômage ne la sollicitent pas, par méconnaissance de leurs droits ou par lourdeur administrative.

trimestre 2022, quand les prix ont augmenté de 6%³. Aux Etats-Unis, les salaires horaires ont progressé de 5,2% sur un an alors que l'inflation a progressé, sur la même période, de 8,5%.

Une petite note ?

Les multinationales s'y retrouvent très bien, dans la crise actuelle

Les prix des denrées n'ont pas attendu la guerre en Ukraine ni le Covid pour exploser. Déjà élevés en 2019, ils ont explosé (+33,6% selon la FAO) sous l'effet de la paralysie mondiale en 2021 et de la spéculation en 2022. Ils ont alors dépassé les cours atteints en 2008. Cette année-là s'étaient déroulées les émeutes de la faim, une série de mobilisations et d'émeutes populaires ayant eu lieu dans une trentaine de pays.

La hausse des prix a permis aux entreprises ayant conquis les marchés de céréales et de l'agroalimentaire de réaliser des profits mirobolants. Pris ensemble, les milliardaires du secteur alimentaire et agroalimentaire ont vu leur richesse augmenter de **382 milliards de dollars** (+45 %) ces deux dernières années. Deux exemples, Cargill (5 milliards de dollars de bénéfices en 2021) et Wal-Mart (15 milliards de dollars en 2020), illustrent bien cette situation.

Ainsi dès avril 2021, Procter & Gable, qui a fait des bénéfices record en 2020, a augmenté ses prix sur l'alimentation, prétextant une inflation sur les matières premières et le transport. Ce fut possible parce qu'il y a entente entre ses principaux concurrents.

Ces dernières années furent également plus que bénéfiques pour les entreprises du secteur de l'énergie puisque les bénéfices engrangés par les grands groupes pétroliers et gaziers ont doublé pendant la pandémie. Ils ont jugé plus rentable de laisser les prix grimper avant de produire davantage. Ils peuvent s'en tirer car ils n'opèrent pas sur un marché concurrentiel. Avec la flambée du prix du baril de brut, les majors du pétrole ont **amassé 82 milliards de dollars de bénéfices cumulés** pour BP, Shell, TotalEnergies (10 milliards de dollars au premier semestre 2022), Exxon et Chevron. L'augmentation du prix de l'énergie impacte tous les autres secteurs économiques (même le maraîchage bio en traction animal).

Ils peuvent manipuler l'offre en se coordonnant entre eux.

Le lobby pharmaceutique n'est pas à plaindre, non plus. Moderna a réalisé 12 milliards de dollars de profits en 2021, Pfizer quant à lui, a engrangé 37 milliards rien que pour la vente des vaccins. Rappelons que ces entreprises ont vu leur secteur *Recherche et Développement* financé très généreusement par les Etats.

Une autre théorie, celle des économistes *dominants*, estime que l'augmentation des prix serait la conséquence d'une **quantité de monnaie trop importante** par rapport à la quantité de marchandise en circulation. Or, pour sauver l'économie capitaliste de la crise de 2008 (celle des *subprimes*), les banques ont mis en circulation une grande quantité de monnaie, et il n'y a pas eu cette inflation. Donc...

Une autre théorie situe les causes de l'inflation à la reprise économique après le Covid au cours de laquelle il y a eu une relance de la demande, mais inférieure à celle de 2019 (qui, elle, n'avait pas provoqué d'inflation). Donc, **les causes ne viennent pas de la demande mais de l'offre** : difficulté de redémarrer la production, engorgement de la distribution autour du globe. Mais si cela venait uniquement de l'offre, l'inflation aurait dû se résorber : les chaînes de production et de distribution ont plus ou moins repris leur rythme normal : l'offre a assez vite pu répondre à la demande.

³ Les chiffres sont bruts de reco-pillage. Pour une même période, ils semblent être différents (avec ceux de *La Tribune*, un peu plus haut) : cela dépend du moment et des sources. Cela donne néanmoins une idée de la situation. On vous les vend tels qu'on les a achetés... ☺

Une petite note ?

Petites puces et grands effets

Taïwan s'est fait la spécialité de fabriquer les puces électroniques. La fabrication de semi-conducteurs exige énormément d'eau, notamment pour le nettoyage des puces. Une seule usine de production peut utiliser 2 à 9 millions de gallons [1 gallon US = 3,78 litres] d'eau par jour. Les problèmes d'approvisionnement en eau peuvent réduire considérablement le rendement des usines ou exiger la fermeture d'une usine.

Le capitalisme mondial s'est mis dans une situation de dépendance sans égale à l'égard d'un groupe taïwanais, la Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC), le plus gros fabricant de semi-conducteurs mondial, et partant à l'égard des conditions climatiques dans l'île. Les équipements de communication (boxes Internet, ordinateurs, portables) ont été les premiers touchés par cette pénurie. Mais l'industrie automobile est la victime la plus sérieuse avec une production fortement ralentie. Dans le cas étatsunien, General Motors et Ford ont été contraints de fermer temporairement plusieurs usines ou de réduire les cadences.

Taïwan est normalement un des endroits les plus humides au monde (régime de moussons), avec une moyenne de 2600 millimètres de précipitations par an. Plus la sécheresse se prolongera, plus la production sera difficile de sorte que certaines entreprises demandent la création de réservoirs étatiques pour stocker davantage d'eau et anticiper un risque récurrent en raison du réchauffement climatique.

Le dérèglement climatique, conséquence de la gestion industrielle capitaliste, perturbent la production de certains produits industriels et miniers, secteurs qui ont besoin de beaucoup d'eau, pas seulement des produits agricoles. Cela influe aussi sur la hausse des prix.

Une autre cause, souvent citée, serait **la guerre en Ukraine**. Les prix des matières premières (énergie, blé) ont en effet grimpé. Et cela a alimenté l'inflation. Mais la hausse des prix était déjà forte avant la guerre (voir l'encadré plus haut). N'empêche ! La guerre et les sanctions qui suivent ont provoqué une envolée des prix de l'énergie.

Le prix du mégawatt/heure issu du gaz évoluait autour de 50 € début février 2022, il a atteint 350 € au mois d'août, soit plus 700 %. Depuis, sur un marché ultra-volatil, il a reflué et se situe actuellement (octobre 2022) autour de 120 €, soit une hausse de quand même 140 % par rapport au prix de l'avant-guerre. Et le prix de l'électricité est indexé, au niveau européen, sur le prix du gaz.

Pour certains économistes marxistes, dont Esteban Mercatente, ce sont les perturbations dans l'organisation mondialisée des échanges internationaux (depuis 2008) qui conduiraient les entreprises à retarder leurs investissements, et donc à **une stagnation de la production qui serait une des causes de l'inflation actuelle**, le Covid et la guerre en Ukraine n'étant que des détonateurs. On assiste donc à une **restructuration des circuits commerciaux** : recherche de nouveaux fournisseurs en énergie, matières premières et produits alimentaires (blé, riz, huile), donc de nouveaux circuits dans les chaînes de valeurs. Ce qui s'achetait en Russie, par exemple, doit désormais s'acheter sur d'autres marchés, si possible, dans les pays les moins chers.

Un autre responsable serait le système capitaliste lui-même qui a permis **la concentration croissante de l'économie au profit d'une poignée de grandes firmes** ayant suffisamment de pouvoir pour augmenter les prix et les bénéfices.

Depuis la fin du premier confinement, la moitié de la hausse des prix peut être attribuée à une **hausse anormale des profits**.

C'est un mécanisme nouveau. En principe, un capitaliste qui vend très cher un produit finit par ne plus le vendre parce que la concurrence vend moins cher et mieux. C'est la « *régulation par le marché* ». Mais là...

Cela n'a pas fonctionné.

Deux raisons sont avancées :

1) la concentration du capital : depuis la crise de 2008, des entreprises ont fait faillite, d'autres ont été rachetées par de plus puissantes, d'autant que les banques offraient des taux d'intérêt très bas. Du coup, la concurrence ne joue plus, c'est plutôt un phénomène de trusts qui ont le quasi-monopole sur leurs produits et imposent leurs prix.

2) la baisse des gains de la productivité : ou plutôt, la productivité du travail (voir l'encadré plus bas) a tendance à augmenter de moins en moins vite depuis les années 1990⁴. Ce qui fait que la part du salaire qui entre dans le coût de fabrication d'une marchandise est plus importante, le travailleur produisant 'moins' pour le même salaire. Dans cette théorie, l'inflation est due au fait que les capitalistes veulent maintenir ou augmenter leurs profits.

Les capitalistes augmentent leurs prix, et la faible concurrence rend cela possible. Ce n'est donc pas une boucle « salaire/prix », mais **une boucle « profit/prix »** !

Il est bon de faire remarquer que si les super-compagnies peuvent faire de super-profits, si la Bourse bat record sur record, pour de nombreuses entreprises moyennes ou petites, réaliser des profits devient très compliqué. Pour elles, le risque de faillite résultant du relèvement des taux d'intérêt devient menaçant, le risque de chômage aussi.

Les pirates montent à bord

Le capital fictif (titres de la dette, actions, créances) est fictif au sens où il ne repose pas directement sur la production matérielle et sur l'exploitation directe du travail humain et de la nature. Il repose sur la promesse (illusoire) que l'on pourra retirer les dépôts sous forme de billets émis par la banque centrale à tout moment, et il en résulte principalement de la création de monnaie à partir de rien.



La situation actuelle voit s'accroître la probabilité de crises de la dette à répétition. Elle s'illustre par le retour d'une forte inflation, avec une masse colossale de capital fictif et un endettement historique, qui rendent la situation beaucoup plus complexe à gérer que dans les années 70.

La sphère financière s'est développée, dissociée de la sphère productive, depuis l'après-guerre. Ce qui posait déjà un problème pour l'économie capitaliste. Le capital fictif entre en jeu dans la spéculation : acheter du blé, le stocker pour le revendre plus cher, ou racheter ses propres actions pour augmenter artificiellement leur valeur du fait de leur raréfaction. Le capital fictif entre aussi en jeu dans le rachat par une multinationale d'une boîte pour la revendre, plus cher, après restructuration, et licenciements. Il entre aussi en jeu dans les 'fonds vautour', ces fonds d'investissement qui ont pour but de racheter à bas prix la dette d'entreprises en difficulté pour la contrôler, en profitant de prix très bas des titres, puis de revendre les titres sur un marché secondaire, en empochant des bénéfices au passage.

Mais l'injection massive de liquidités pour soutenir l'économie pendant la crise Covid a incité à l'endettement des particuliers, des entreprises et des Etats. D'après le FMI, la dette privée a bondi de 14 points de pourcentage du PIB en 2020, deux fois plus qu'en 2008/2009.

⁴ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3567821?sommaire=3567845>

Or puisque les taux d'emprunt sont revus à la hausse depuis quelques mois, le coût de la dette va augmenter, diminuant les achats pour les particuliers, voire provoquant des faillites pour les entreprises, 'les entreprises zombies', et des licenciements en masse (dans des pans entiers de l'économie en voie de zombification). A terme, cela va nous entraîner vers une récession.

Ainsi Le Sri Lanka est le premier pays à suspendre ses paiements en 2022. Il rejoint ainsi le groupe de six pays ayant fait défaut depuis 2020 : l'Argentine, l'Équateur, le Liban, le Surinam, la Zambie et le Belize.

On comprend alors que **l'inflation est la résultante des rapports sociaux**, comme disent les 'économistes atterrés'. Un conflit de répartition de la richesse entre les entreprises qui veulent toujours plus de marges, et les travailleurs qui veulent des augmentations de salaires. La capacité des travailleurs à négocier et à obtenir ces augmentations de salaires, ou des firmes à relever les prix, dépendent des configurations historiques et institutionnelles : capacité de conflictualité du côté des travailleurs, faible concurrence du côté des entreprises. Symbole de cette situation, les profits réalisés en 2021 par les entreprises du CAC40 ont battu de nouveaux records quand les rémunérations de leurs salariés ont progressé nettement moins vite que l'inflation.

Une petite note ?

La productivité du travail

La productivité du travail fournit une mesure de la production moyenne générée par travailleur ou par heure travaillée. D'après ce qu'on a compris le rendement du travail est un des facteurs pris en compte pour calculer cette productivité. Il y a aussi l'investissement en capital (technologie et machines-outils), les techniques managériales, les capacités d'innovation et l'apport de capital financier.

Toujours d'après ce qu'on a compris, dans le facteur « capital humain » entre fortement en ligne de compte le degré de formation. Si on constate une baisse du niveau d'innovation, cela est dû à un moindre investissement public comme privé dans la formation initiale et dans la recherche.

Or, si le système éducatif favorise les favorisés (Bourdieu...), il défavorise les élèves du fond de la classe. Où l'on voit que les inégalités scolaires finissent par impacter les profits. Voilà pourquoi les gouvernants politiques et économiques s'intéressent aux rapports PISA qui comparent les niveaux scolaires à l'échelle internationale.

Et ces deux facteurs (niveau de formation et investissement dans la recherche) ne sont pas prêts de s'améliorer.

L'augmentation des prix (pour maintenir et augmenter les profits) sans augmentation des salaires (sans indexation des salaires sur les prix) rend la situation sociale explosive.

Changement de cap



A l'été 2021, en réaction, les banques centrales ont commencé à relever les taux d'intérêt. Début 2022, la Réserve fédérale (Fed) aux Etats-Unis a amorcé le virement de bord, déclenchant un effet d'entraînement. Dès que la Fed agit et que le dollar se renforce, d'autres pays augmentent leurs taux d'intérêt ou sont confrontés à une forte dévaluation.

C'est l'ampleur de ce scénario qui est nouvelle. Nous nous trouvons actuellement au milieu du resserrement le plus complet de la politique monétaire que le monde ait connu. Les hausses des taux d'intérêt actuelles ne sont pas aussi brutales que celles imposées par Paul Volker en tant que président de la Fed [de 1979 à 1987] : 9% en 1979 puis 20% en 1981. Mais les banques centrales sont beaucoup plus nombreuses à intervenir, et parmi elles la BCE.

Nous assistons également à la liquidation des programmes de relance de l'ère Covid, plus rapidement qu'annoncé, du fait de l'inflation engendrée par ces mesures (entre autres). Les Etats-Unis s'engagent à réduire les déficits et à réduire la demande de l'économie. Ce que l'on appelle le «*frein budgétaire*» ralentira l'économie américaine de plus de 3,4% du PIB.

Par ailleurs, les entreprises *zombies* (celles qui gagnent à peine de quoi rembourser leurs prêts), sont de plus en plus nombreuses : 20% aux Etats-Unis. Si les taux d'intérêt augmentent, elles ne vont plus pouvoir rembourser leurs dettes, et vont faire faillite, avec des licenciements massifs à la clé.

Il y a aussi les anges déchus, «*fallen angels*», ces entreprises saines au départ mais qui se sont jetées sur des taux d'intérêts très bas pour faire des investissements massifs, voire racheter leurs concurrentes (les zombies). Un relèvement des taux d'intérêt peut alors provoquer des faillites et des licenciements, là aussi en grand nombre.



Les dernières crises étaient sectorielles (2000 : le numérique, 2008 : l'immobilier, 2010 : les dettes souveraines). Elles ont pu être plus ou moins contenues. **La Chine** avait alors tiré tout le monde du fond du puits, de par son dynamisme économique. La crise inflationniste actuelle touche l'ensemble des économies, la croissance ralentit partout dans le monde. Aujourd'hui, la Chine connaît un effondrement de son secteur immobilier (faillite d'Evergrand) qui aura des répercussions sur son secteur financier et sur le reste du monde.

Et aucun gouvernement ni aucune banque centrale ne semblent avoir de solutions pour éviter une récession mondiale.

Un cyclone en vue ?

illustration de la page FMI
Perspectives économiques ›



« *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* » J. Jaurès, juillet 1914
(non cité par le FMI !)

Ces politiques d'augmentation des taux directs auront probablement pour effet de réduire l'inflation. Mais nous courons également le risque d'une **récession mondiale** qui, dans le pire des cas, pourrait mettre en faillite des entreprises et des Etats⁵, enfoncer les pays très endettés dans un surendettement encore plus catastrophique, et plonger, à travers le monde, des centaines de millions de personnes dans le chômage et la détresse.

Ce dont les banquiers, les patrons et les politiques se désintéressent... pour le moment ! Même s'ils se préparent à parer aux conséquences sociales éventuelles.

Les taux d'intérêt sont-ils un instrument trop brutal pour faire face aux déséquilibres économiques actuels?

⁵ Note de bas de page et du fond de la classe : on croyait que les Etats ne pouvaient pas faire faillite, puisqu'ils peuvent augmenter leurs recettes selon leurs besoins, contrairement à une entreprise qui fait faillite parce qu'elle ne peut plus augmenter ses recettes.

Le relèvement des taux d'intérêt ne va pas amener plus de gaz ou de puces électroniques sur le marché, bien au contraire. La réduction des investissements limitera les capacités futures et donc l'offre future. En Europe, pour cette raison, les modestes hausses des taux d'intérêt de la Banque centrale européenne sont accompagnées de plafonds sur les prix de l'électricité et du gaz imposés dans certains pays de l'Union européenne. Le resserrement monétaire et budgétaire permet d'éviter que l'inflation ne s'installe et ne se généralise. Mais ces mesures d'accompagnement n'auront qu'un temps.

Les banquiers centraux peuvent-ils choisir le bon taux, de manière à ralentir l'inflation sans étrangler l'économie?

Lorsqu'une banque centrale (la Fed ou la BCE) augmente ses taux d'intérêt, pour freiner l'inflation, cela a pour conséquence d'augmenter la valeur de la monnaie : des taux d'intérêt plus élevés attirent les investisseurs étrangers, ce qui accroît le taux de change (coût d'une devise par rapport à une autre). En octobre 2022, l'euro a perdu, en année glissante, 20% de sa valeur par rapport au dollar. Une monnaie plus forte (dollar ou euro) rend les importations moins chères et réduit l'inflation dans le pays émetteur de cette monnaie. Il s'agit d'une politique classique du 'chacun pour soi'. Parce que pour les autres, c'est l'inverse : un dollar ou un euro fort a de fortes répercussions sur leurs propres importations (pétrole mais aussi blé) et sur le remboursement des prêts (payés souvent en dollars).

Pour répondre à cette inflation importée, les autres banques centrales n'ont d'autre choix que de relever encore plus les taux d'intérêt, ce qui entretient un cercle vicieux. Le résultat final de cette surenchère est imprévisible en ce qui concerne le taux de change. Par contre, une chose est certaine: elle poussera les taux d'intérêt à des niveaux supérieurs à ceux que quiconque aurait choisi s'il pouvait le décider de manière isolée.

Lorsque de nombreuses banques centrales augmentent leurs taux, elles ne se contentent pas de dégonfler (*désinflater*) leur propre économie; elles modifient également l'équilibre entre l'offre et la demande pour tous les autres pays. Si ces effets d'entraînement ne sont pas pris en compte, il faut craindre que nous nous retrouvions avec une désinflation plus importante que nécessaire.

Une économie mondiale criblée de dettes peut-elle survivre à une hausse importante des taux d'intérêt menée par la Réserve fédérale?

Avec la hausse des taux, même s'ils restent le plus souvent négatifs en termes réels [étant donné l'inflation], certains débiteurs vont se retrouver en difficulté. Rappelons que dans les années 1980, la hausse du taux directeur de la Fed a mis les pays débiteurs du Sud sous la tutelle du FMI et plongé les populations de ces pays dans l'extrême pauvreté. **Aujourd'hui, le spectre du surendettement massif hante les Pays Centraux.**

Il faudrait plaindre en particulier les entreprises et les pays du monde entier qui ont emprunté en dollars, pour un montant de plus de 22 000 milliards de dollars jusqu'en 2019. Ils doivent maintenant faire face à des remboursements à un taux de change plus élevé. Ayant du mal à assurer le service de la dette, ils commenceront très probablement par comprimer d'autres dépenses, aggravant ainsi la récession, avant de chercher à restructurer leurs dettes. A ce stade, la récession se transformera en crise et en faillite pure et simple des entreprises et des emprunteurs souverains [les Etats].

Cela va provoquer l'élimination des *zombies*, les entreprises qui ne survivent que parce que les taux d'intérêts sont bas, dira-t-on en théorie. Oui mais, c'est faire peu de cas des « dégâts collatéraux » sur le terrain !

La faillite est rarement un processus sans heurts – ce qui est déjà assez grave pour les sociétés opérant principalement à l'intérieur des frontières nationales, mais qui devient d'une complexité

époustouflante dans le cas de géants dont les filiales concernées sont dispersées dans le monde. Lorsqu'un gouvernement national, comme celui du Sri Lanka ou de l'Argentine, se retrouve à court d'argent, cela ébranle les Etats et les sociétés jusque dans leurs fondements.

D'un autre côté, maintenir les zombies en vie n'est pas forcément mieux. Il y a peu de choses pires pour une entreprise ou une économie nationale qu'une montagne de créances irrécouvrables et de dettes impayables. Cela risque de provoquer des années de stagnation. Ce qu'on appelle la « dépression ».

D'après des économistes du FMI, au vu du niveau d'endettement très importants de tous les pays, on risque de se retrouver dans une situation de stagflation, plus importante que dans les années 1970 car elle va toucher des populations subissant un chômage de masse tout en ne bénéficiant plus (pour les pays centraux) de services sociaux efficaces, et tous les secteurs économiques et tous les pays, associée à une crise sans précédent de la dette.

Atteindre les eaux calmes ?



Parlons de la solution du gouvernement : celle qui nous impacte en premier lieu.

Loin de taxer les profits, le gouvernement français continue à faire des cadeaux aux entreprises et aux ménages les plus riches (réduction d'impôts ou de taxes). Il a déployé des dispositifs qui soutiennent certes le revenu des ménages (primes ou chèques non soumis aux cotisations sociales), mais en lieu et place de la hausse des salaires, qu'il refuse d'indexer sur les prix. Il a dans les tuyaux la mise en place des mesures d'austérité préconisées par le FMI.

Il creuse ainsi les déficits publics pour mieux arguer – c'est la vieille stratégie reaganienne consistant à « affamer la bête » – qu'il importe de réduire la générosité des prestations sociales, retraites et chômage en tête.

Le FMI est prêt à augmenter ses aides aux pays en difficulté de paiement. C'est ce qui s'est passé dans les années 1980/1990 dans les pays du Sud. Ce généreux sauveteur exige en contrepartie la soumission absolue à des plans d'ajustement structurels qui ont détruit l'économie vivrière et réduit les populations à la misère. C'est au tour des « Pays Centraux » (dont la zone euro...) d'être contraints de goûter à cette mixture austère.

D'autres économistes, selon leurs écoles, envisagent d'autres solutions :

Une coopération internationale serait indispensable (entre les banques centrales déjà pour coordonner les changements de taux d'intérêt). Mais dans la situation actuelle, c'est trop demandé que la Fed et la banque populaire de Chine coopèrent, par exemple.

La taxation des super-profits, qui est une solution mise en avant par Van der Leyen (présidente de l'Union Européenne), et appliquée en Italie et en Grande-Bretagne, envisagée par E. Borne. Même Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, exhortait déjà les Etats à taxer les super-profits en août 2022. Et cela ne change pas le cadre économique, donc pas non plus l'aggravation de la pauvreté.

Abolition des dettes, ce qui est la solution prônée par le CADTM ; dettes illégitimes, (contractées par une autorité publique pour les intérêts d'une minorité), illégalles (contractées sans respecter les règles en vigueur ou sous la menace, par la corruption), odieuses (contractée en niant les droits civils,

politiques, économiques, culturels de la population du pays débiteur), insoutenables (dont le remboursement porte gravement atteinte au niveau de vie, santé, éducation, logement de la population).

Un redémarrage de la croissance, suggèrent les 'économistes atterrés', avec hausse des salaires (et pas d'aides ponctuelles) et restructuration de l'économie pour être moins dépendants de l'extérieur, et surtout pas la politique des banques centrales qui resserre l'activité. Et encore moins les préconisations du FMI, relayées par Bruno Le Maire : un serrage de ceinture.

L'expropriation des moyens de production et le contrôle des entreprises par les (représentants) des salariés et des consommateurs. De fait, une économie mondiale planifiée et socialisée, contrôlée démocratiquement par les institutions du peuple et non par des milliardaires assoiffés de profit et par le marché capitaliste. C'est la solution des économistes marxistes orthodoxes. Mais personne ne s'avance à dire comment on y arrive.

« Désormais, nous entrons en zone non cartographiée⁶ »

Le FMI s'attend maintenant à ce que la croissance du PIB mondial ralentisse, passant de 6,1 % l'an dernier à 3,2 % cette année et à 2,9 % l'année prochaine (2023). Ces prévisions de ralentissement constitueraient la plus forte baisse de croissance sur un an depuis 80 ans !



L'ONU parle d'un « ouragan de famines » à venir : au vu de l'augmentation du nombre de personnes en danger de mort due à la faim (1 million), de l'explosion de la malnutrition sévère des enfants (15 millions), de l'aggravation des situations de crise alimentaire aiguë pour des centaines de millions d'êtres humains, souvent dans des zones de conflits armés. Ces causes sont officiellement l'aggravation de la sécheresse, la dépendance alimentaire au marché quasiment fermé l'Ukraine, et la réduction des financements humanitaires (le fameux 'chacun pour soi').

Adam Tooze : la génération de jeunes dont l'éducation a été gâchée par les confinements liés au Covid-19 termine sa formation. Elle risque de trouver des marchés du travail fermés par une récession mondiale.

Michael Roberts : Le seul espoir d'échapper à l'impact de la longue dépression et de plus de guerres est l'arrivée au pouvoir de gouvernements socialistes démocratiques basés sur les travailleurs, qui peuvent parrainer une véritable nation unie pour mettre fin aux crises économiques ; inverser les catastrophes environnementales pour la planète ; et parvenir à un développement pacifique de la société humaine.

François Chesnais : Un « régime de croissance faible », accompagné de surcroît d'un mouvement tendanciel de hausse des prix de l'énergie et des grandes matières premières, est propice à l'exaspération du réflexe du 'chacun pour soi' de même qu'au déchaînement de la concurrence internationale. La seule riposte pour que le 'chacun pour soi' ne vienne pas accentuer les réflexes racistes et xénophobes encore plus et pour sauvegarder les conditions de vie élémentaires des travailleurs et des travailleuses est de mettre en avant la lutte politique contre la vie chère et les forces qui en sont responsables.

⁶ Clin d'œil à François Chesnais qui a écrit cette phrase au moment de la crise Covid, et qui est mort pendant que ce texte était concocté (octobre 2022).

La Tribune du 31 octobre 2022 se lamente : « Il ne s'agit plus de savoir si nous allons entrer en récession, mais de savoir de quelle sévérité sera cette récession (...) Une récession cet hiver en zone euro est imminente »

Jacques Chastaing : Partout il y a des révoltes. Surtout en Asie : Inde, Sri Lanka, Bangladesh, Pakistan, Iran. Bientôt le soulèvement sera mondial...

A ce stade de l'explication, on est forcé d'en déduire qu'aucun Etat n'est en mesure de juguler cette crise qui prend racine dans les contradictions intrinsèques de l'économie capitaliste.

La situation est révolutionnaire.
Mais nous n'avons pas les forces révolutionnaires.

Ce texte est un exercice de RPP : Récup, Pillage, Partage.

Ainsi nous avons pillé :

<http://alencontre.org/economie/economie-debat-la-premiere-deflation-mondialisee-a-commence-il-nest-pas-clair-a-quel-point-elle-sera-douloureuse.html>

Analyse d'Adam Tooze, historien et économiste britannique.

<https://alencontre.org/laune/economie-mondiale-un-nouveau-regime-de-croissance-faible-sannonce-ou-la-pression-sur-le-travail-et-la-nature-va-saccentuer.html>

Analyse de François Chesnais, écrit fin novembre 2021, avant la guerre en Ukraine.

<https://www.autonomiedeclasse.org/economie-politique/inflation-vers-une-crise-dampleur/>

Analyse de vulgarisation de l'économie par Anouk Brunet et Paul Vadori, écrit fin septembre 2022.

<https://www.cadtm.org/Profits-en-temps-de-crise>

Analyse de Pablo Laixhay, Thérèse Di Campo, écrit début septembre 2022.

<https://aplutsoc.org/2022/10/04/discussion-un-tournant-dans-la-situation-mondiale-par-jacques-chastaing/>

Publié début octobre 2022. Pour une dose d'optimisme volontariste...

<https://www.atterres.org/inflation-une-question-de-repartition/>

Note écrite par les *Economistes Atterrés*, en février 2022, au moment où l'inflation était à 2%.

Echanges n°179, été 2022, bulletin trimestriel, animé par Henri Simon.

et d'autres pillages de-ci de-là...

Et nous vous les partageons.

Vous voilà receleuses et receleurs....

